

**Délibération 3.14**

**Budget Supplémentaire 2023**

**Intervention de Joachim MOYSE**

Monsieur le Président, Chers Collègues,

C'est un gros Budget Supplémentaire qui vient compléter le Budget de l'année en cours voté en mars dernier, grâce aux forts excédents dégagés sur l'exercice précédent.

Cette année, votre Budget supplémentaire dispose ainsi de 98 Millions d'€ de plus, hors opérations d'ordre, que celui présenté à la même époque en 2022, soit une évolution de 32%.

Notre collectivité serait-elle la seule à ne pas connaître la crise ?

Malgré les bons résultats des années passées, vous nous proposez à travers ce Budget Supplémentaire d'injecter 17 Millions de dépenses nouvelles en investissements et 39,27 Millions de dépenses nouvelles de fonctionnement. C'est près de 5 Millions de faveur de nos investissements, mais c'est légèrement moins que l'année passée en fonctionnement.

Encore cet excès de prudence ?

Nous ne contestons pas la nature de ces dépenses nouvelles, utiles et attendues, pour les établissements et services pour personnes âgées et pour celles du secteur du handicap, pour la MDPH toujours bien en peine pour répondre dans des délais raisonnables aux besoins des usagers, pour la protection de l'enfance en souffrance, pour l'insertion ou encore pour les accueillants et les assistants familiaux.

Et nous ne contestons pas le besoin de couvrir des dépenses nouvelles investissements, même si la priorité que vous donnez depuis quelque temps aux programmes d'investissements sur les besoins de dépenses nouvelles en fonctionnement nous questionnent.

Mais nous restons avec notre conviction qu'en période de crises multiples, les réponses apportées par notre collectivité sont insuffisantes, alors même qu'elle dispose des moyens pour aller plus loin.

Je ne vais pas reprendre dans le détail l'analyse que nous faisons régulièrement de votre méthode qui consiste finalement à se fixer des plans d'orientations et d'actions, sous forme de catalogues, pour le Climat, pour le Vélo, pour l'accès aux services publics, aujourd'hui pour la Jeunesse, sans pour autant dépasser la logique de guichets, aussi utiles soient-ils, pour aller agir sur le fond, à la racine des crises.

Nous avons eu l'occasion au cours de cette séance de le souligner, tant pour le Plan Climat 76, qui malgré ses atouts, ne s'inscrit pas dans les objectifs du GIEC, ou encore pour le Plan Jeunesse qui ne comporte l'expérimentation d'un Revenu d'autonomie ou un plan d'actions en faveur du logement des jeunes.

Vous le savez très bien, de nombreux départements expérimentent ce type d'action de fond et lorsque nous le faisons, c'est timidement comme pour la mise à disposition des protections périodiques pour les collégiennes.

Vous, vous préférez y aller par des petits pas, en décalage avec les nécessaires réponses fortes qu'imposent les urgences.

- Face au déficit dans l'offre de soin de proximité, vous vous contentez d'accompagner le secteur libéral en pensant toujours que les réponses au problème qu'il a créé viendrait seulement de lui.

Nous nous pensons que l'implantation de centres de santé avec médecins salariés dans les déserts médicaux constitue un levier supplémentaire et efficace pour disposer d'un médecin traitant pour chacun.

- Face à la crise du pouvoir d'achat, aux salaires qui évoluent bien moins vite que l'inflation, vous continuez à exclure des dispositifs de solidarité les travailleurs pauvres, alors même que disposer d'un travail ne suffit plus.
- Face au scandale de la crise du logement, vous n'étudiez pas les mesures fortes que nous préconisons, nous y reviendrons dans le débat de politique départementale que nous porterons tout à l'heure.
- Face aux difficultés graves rencontrées par les EHPAD et les Résidences autonomie, vous avez perdu 9 mois pour réajuster l'effort budgétaire de notre collectivité, tout en venant nous dire que le compte n'y serait sûrement pas encore.
- Ou encore, face à l'impossibilité pour deux tiers des familles parmi les bas revenus de partir en vacances cet été, alors que l'année dernière, sur l'ensemble de la population, un foyer sur deux était resté chez lui tout l'été, un niveau record depuis 2012, où est le plan d'action Départemental ? Vous n'y voyez pas de problème ?

Etc...

En mars, notre groupe a voté contre votre Budget 2023 insuffisant pour répondre aux besoins essentiels à couvrir, votre Budget Supplémentaire va dans le même sens, avec la même prudence excessive. Nous nous abstiendrons. Nous pas que nous soyons en désaccord avec ce qu'il apporte, mais pour dénoncer ce qu'il n'apporte toujours pas.